

## Evolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

*Date de la contribution : 18/05/2023*

### Prestations à destination des consommateurs

**Question 1 :** Etes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire s'agissant de la prestation « Mise en service sur raccordement existant » ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Propos liminaire

Les réponses d'EDF à cette consultation sont exprimées à plusieurs titres : i) en qualité de fournisseur d'électricité, ii) en qualité de maison-mère d'Enedis, iii) en qualité de producteur d'électricité, iv) en qualité d'acheteur obligé en métropole continentale, v) en qualité de gestionnaire de réseau d'électricité dans les Zones Non Interconnectées au réseau métropolitain continental (ZNI).

En qualité de maison mère d'Enedis, EDF rappelle que, de manière générale, il est souhaitable de tarifier les prestations annexes réalisées par le GRD au niveau le plus proche de leur coût estimé et de les faire supporter à leurs bénéficiaires plutôt que de prévoir leur prise en charge par l'ensemble des utilisateurs du réseau via leur inclusion dans le tarif d'utilisation des réseaux.

EDF est également favorable à la proposition de mettre en place une différenciation du prix des prestations en fonction des coûts selon le type de compteur, sauf dans les deux cas suivants, dans lesquels il apparaît légitime que le TURPE mutualise les coûts :

- Si le coût n'est pas du fait du consommateur (échec de télé opération, absence de compteur communicant sans responsabilité du consommateur) ;
- Si la prestation présente un coût modeste et apparaît comme devant faire partie des prestations de base proposées grâce à Linky. Cela concourra à l'acceptabilité des compteurs communicants et à l'utilisation large de leurs fonctionnalités.

EDF préconise un traitement différencié des clients selon que les clients ont refusé l'installation du compteur Linky ou qu'ils ne disposent pas du compteur indépendamment de leur fait :

- Lorsque la non-installation du compteur évolué n'est pas du fait du consommateur : application du prix de la prestation « compteur évolué »
- Lorsque le consommateur refuse l'installation du compteur évolué : application du prix reflétant les coûts de la prestation réalisée.

Si cette distinction entre les consommateurs selon les raisons pour lesquelles ils ne disposent pas d'un compteur évolué n'est pas possible, alors EDF souhaite que soit pris en compte les évaluations des coûts des prestations annexes produites par Enedis pour chaque situation, afin que le prix de la prestation annexe facturé soit le plus proche des coûts supportés par Enedis.

Par ailleurs, EDF attire l'attention de la CRE sur la situation particulière dans les ZNI où le déploiement des compteurs évolué est moins avancé qu'en métropole continentale et devrait être généralisé seulement fin 2024. Plusieurs questions de cette consultation portent sur la distinction à opérer selon que le demandeur dispose d'un compteur évolué ou non : nous demanderons donc pour chacune de ces questions une mesure d'exception dans les

ZNI (maintien de la tarification actuelle) au motif d'une équité de traitement entre les consommateurs équipés ou non (la réalité de la pose dans ces zones étant de la responsabilité du GRD et dépendant plus de la stratégie de déploiement des compteurs que du choix des consommateurs).

Réponse à la question 1 :

Concernant la tarification de la prestation pour les consommateurs équipés d'un compteur évolué, EDF partage que le coût des échecs des télé-opérations qui ne sont pas de la responsabilité du consommateur n'a pas à être supporté par celui-ci. A propos du montant de 1,38€ obtenu par la CRE par retraitement des données, il n'est pas indiqué ce qui est retranché en termes d'échecs de télé-opérations. EDF souhaiterait pouvoir disposer des calculs associés.

Si le retraitement inclut uniquement les échecs qui ne sont pas de la responsabilité du consommateur, EDF est favorable au montant de 1,38€ proposé par la CRE et à la mutualisation par le TURPE HTA-BT du complément.

De plus, comme souligné dans son propos liminaire, lorsque la non-installation du compteur évolué n'est pas du fait du consommateur, EDF est favorable à l'application du prix de la prestation « compteur évolué »

Concernant la tarification pour les consommateurs non équipés d'un compteur évolué à leur demande, EDF n'est pas favorable à la tarification proposée par la CRE mais favorable à celle proposée par Enedis à 46,03€.

Enfin, comme également souligné dans son propos liminaire, EDF attire l'attention sur la situation dans les ZNI où le déploiement massif des compteurs évolués n'est pas terminé. Au-delà des difficultés de mise en œuvre, notamment SI, il serait donc prématuré d'effectuer une différenciation tarifaire entre les types de compteurs, une partie des consommateurs ne s'étant pas encore vu proposer l'installation d'un compteur évolué. EDF préconise ainsi de rester à ce stade pour les ZNI sur le tarif actuel et d'instruire la mise en œuvre de cette différenciation tarifaire une fois le déploiement des compteurs évolués achevé sur ces territoires.

**Question 2 :** Etes-vous favorable à la prise en compte dès août 2023 de la baisse des coûts de mise en service à la suite d'un raccordement nouveau ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la prise en compte dès août 2023 de la baisse des coûts de mise en service à la suite d'un raccordement nouveau, sur la base du chiffrage consolidé du coût de réalisation de cette prestation (proposé par Enedis ultérieurement).

Il conviendrait toutefois de maintenir les grilles actuelles pour les ZNI dans lesquelles le GRD n'a pas encore mis en place le processus décrit pour Enedis et continue de réaliser ces prestations avec des déplacements.

**Question 3 :** Etes-vous favorable à rendre la prestation « Relevé spécial » gratuite dans une limite de deux fois par an et par point de connexion pour les consommateurs équipés d'un compteur évolué silencieux ?

Défavorable

Commentaire :

Remarque préliminaire :

Cette question 3 (formulaire en ligne) était en réalité la question 4 du document de consultation. EDF répond donc ici aux questions 3 et 4 du document de consultation initial (sujets liés).

EDF n'est pas favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE en l'état. EDF n'est en particulier pas favorable au fait de ne pas facturer de prestation pour le cas de relevé spécial sur un compteur évolué communicant. Dans ce cas, EDF serait favorable à la non-facturation dans la limite de deux fois par an pour répondre à des cas de figure

particuliers (le consommateur ou son fournisseur ayant accès aux index via le compteur communicant à tout moment). Dans le cas du consommateur équipé d'un compteur évolué silencieux, EDF est favorable à la proposition de la CRE. Dans le cas d'un consommateur non équipé de compteur évolué, EDF propose de retenir le coût proposé par Enedis de 58,59 €.

Enfin, comme expliqué ci-dessus, il convient également de tenir compte de la situation particulière des ZNI pour lesquelles il n'est pas souhaitable d'effectuer à ce stade cette différenciation tarifaire. EDF préconise là-encore de rester sur les tarifs actuels pour les ZNI et d'instruire le sujet une fois le déploiement des compteurs évolués achevé sur ces territoires.

**Question 4 :** Etes-vous favorable au maintien de la tarification actuelle de la prestation « Activation de la téléinformation client » ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF est favorable au maintien de la tarification actuelle de la prestation « Activation de la téléinformation client », qui fait partie des prestations de base permises par les compteurs évolués et permet d'en exploiter les fonctionnalités et de maximiser le potentiel de flexibilité des consommateurs.

EDF n'est pas favorable à la proposition de la CRE pour les compteurs bleus électroniques pour les consommateurs qui ont refusé l'installation d'un compteur évolué, mais est donc favorable à la proposition d'Enedis, qui tient compte de la désoptimisation des tournées dans son évaluation des coûts.

**Question 5 :** Etes-vous favorable à la suppression des prestations « Mise en place d'un système de téléreport des index (BT  $\leq$  36 kVA) » et « Remplacement du compteur par un compteur électronique avec activation de la téléinformation du compteur » dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la suppression des prestations « Mise en place d'un système de téléreport des index (BT < 36 kVA) » - obsolète avec le système de télérelevé Linky - et « Remplacement du compteur par un compteur électronique avec activation de la télé-information du compteur » - remplacée par la pose d'un compteur évolué - dans le catalogue de prestations d'Enedis.

**Question 6 :** Avez-vous des remarques s'agissant des travaux menés sur la prestation de décompte ?

Défavorable

Commentaire :

Comme pour toute expérimentation, EDF estime nécessaire de présenter aux acteurs concernés les résultats du dispositif expérimental avant son éventuelle généralisation. EDF regrette également de ne pas avoir été consultée dans le cadre de sa participation au dispositif expérimental bien qu'ayant été impactée en tant que fournisseur de consommateurs hébergeurs. Lors de cette expérimentation, EDF a été confrontée à des difficultés qu'il conviendrait de prendre en compte.

En particulier, la proposition de facturer le TURPE intégralement à l'hébergeur pose de nombreux problèmes juridiques, opérationnels et concurrentiels.

- Les offres C5 disponibles sur le marché comprennent la part acheminement. Dans le cas où le TURPE serait payé par l'hébergeur, le décomptant serait amené à se voir facturer deux fois le TURPE : une fois via son offre de fourniture et une fois via une refacturation (implicite ou explicite) par son hébergeur.

EDF s'interroge quant au développement, à l'avenir, d'offres spécifiques au dispositif de décompte par les

fournisseurs, ne comprenant pas de part acheminement : le marché risque de demeurer limité et le cout de développement et de commercialisation de telles offres élevé.

De plus, cette solution pourrait compliquer la comparaison des différentes solutions pour les consommateurs (qui peuvent être de petits clients non avertis). En effet, ils devront penser à bien prendre en compte la refacturation du TURPE par l'hébergeur pour comparer des offres sans acheminement à des offres avec acheminement (des acteurs peu scrupuleux seraient susceptibles de proposer des offres faussement attractives).

- Le choix de ne facturer le TURPE qu'à l'hébergeur interroge sur sa compatibilité avec le droit aux TRVe. En effet, les clients en décompte ont droit au TRVe et le régime juridique du TRVe appréhende ensemble et de manière indissociable dans sa construction l'acheminement et la fourniture d'électricité.

De manière plus générale, s'agissant du contrat unique, le code de la consommation (article L. 224-8) et le code de l'énergie imposent au fournisseur de proposer aux clients, pour leurs sites d'une puissance inférieure à 36 kVA, la possibilité de souscrire un contrat unique portant sur la fourniture et l'acheminement.

Aussi, dans le cadre de la facturation, la mise en place d'une solution d'hébergeur/décomptant conforme au processus expérimental oblige le fournisseur à proposer des offres à prix dissociés puisque :

- L'hébergeur paie le TURPE correspondant à la totalité des consommations hébergeurs et décomptant alors que la fourniture porte sur sa consommation propre.
- Le décomptant ne paie pas de TURPE et uniquement la prestation de Contrat de Service de Décompte et la fourniture associée à sa consommation propre.

Cette dissociation des flux énergie/acheminement engendra des évolutions importantes (notamment procédures et SI) qui généreront des coûts pour les fournisseurs - in fine supportés par les consommateurs - et qui retarderont d'autant le développement d'offres répondant aux besoins des consommateurs.

Enfin, concernant le périmètre d'application, EDF s'interroge sur la pertinence de la mise en place d'une solution hébergeur/décomptant avec un PDL hébergeur résidentiel : la mise en place d'une solution en décompte pour l'alimentation de la borne IRVE servant au véhicule privé d'un consommateur domestique ne présente d'intérêt ni pour ce dernier ni pour la collectivité et risque d'être financièrement peu attractive.

EDF souhaite donc que des discussions soient réouvertes à ce sujet afin de faire émerger des solutions robustes juridiquement et qui répondent aux besoins des différents acteurs.

**Question 7 :** Identifiez-vous des évolutions à apporter à la prestation annuelle de décompte afin notamment de s'adapter au déploiement des infrastructures de recharge des véhicules électriques (IRVE) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

En complément de l'argumentation développée à la réponse 6, EDF n'identifie pas d'éléments supplémentaires à mettre en avant par rapport à la prestation annuelle de décompte.

## Prestation à destination des producteurs

**Question 8 :** Question 8 : Etes-vous favorable à la grille tarifaire proposée par la CRE dans son analyse préliminaire pour les prestations dont les tarifs sont impactés par le déploiement des compteurs évolués pour les producteurs BT  $\leq 36$  kVA ?

Défavorable

Commentaire :

EDF n'est pas favorable à une mutualisation à travers le TURPE 6 HTA-BT d'une partie des coûts des prestations

sauf dans les cas particuliers cités dans son propos liminaire (coûts qui ne seraient pas du fait du consommateur ou prestations à coût modeste).

**Question 9 :** Etes-vous favorable à l'introduction de la prestation non facturée « Changement de nature de contrat » à destination des producteurs BT  $\leq 36$  kVA ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

EDF n'exprime pas d'avis sur cette question.

## Prestations à destination des responsables d'équilibre

**Question 10 :** Etes-vous favorable à la création de la prestation « Accès à la plateforme Services aux Responsables d'Equilibre » dans le catalogue d'Enedis ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la création de cette plateforme car elle va permettre de mettre à disposition des RE des données très utiles pour leur activité de prévision et de gestion de l'équilibre de leur périmètre, en particulier dans le futur contexte de passage au système cible. EDF remercie Enedis pour la concertation et le processus de co-construction de cette plateforme avec l'ensemble des acteurs.

EDF apporte toutefois les remarques suivantes, liées au fait qu'il y aura des contraintes potentielles de volumes et de temps d'accès aux données via la plateforme.

Dans le cas où il est envisagé qu'une prestation existante soit supprimée car redondante avec les données publiées via la plateforme, il est indispensable que le délai de suppression soit suffisamment long et soit concerté pour prendre en compte le temps nécessaire aux RE pour faire évoluer leur SI et leur processus opérationnel.

Pour EDF, un des critères à prendre en compte dans la décision et le planning de suppression d'une telle prestation, est le risque de dégradation potentielle de la facilité d'accès à la donnée, par exemple si des contraintes de volumétrie de données accessibles via la plateforme (volumes de données par appel, nombre d'appels par minute) s'avèrent pénalisantes pour les processus opérationnels des RE.

A ce jour il est difficile d'évaluer les performances du processus opérationnel qui permettra de récupérer les données sur la plateforme. On peut penser que tant que les performances de la plateforme seront estimées insuffisantes par un RE pour qu'il puisse basculer d'une prestation existante à une récupération des données via la plateforme, le RE se verra facturer à la fois la prestation existante et l'accès à la plateforme. Durant cette phase transitoire, il y aura donc en quelque sorte une double facturation de la prestation, et donc un surcoût pour le RE, même si l'accès à la plateforme donne accès à d'autres données également.

Ainsi si les performances de l'accès à la plateforme s'avèrent suffisantes pour un RE, l'impact financier sera effectivement assez neutre entre la situation actuelle et l'accès aux données via la plateforme, en revanche si ces performances sont insuffisantes, il pourrait y avoir un surcoût pour le RE.

**Question 11 :** Etes-vous favorable aux tarifs proposés pour la prestation « Accès à la plateforme Services aux Responsables d'Equilibre » ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable aux tarifs proposés pour la prestation « Accès à la plateforme Services aux Responsables d'Equilibre »

**Question 12 :** Etes-vous favorable à la suppression de la prestation S508 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la suppression de la prestation S508 dans le catalogue de prestations d'Enedis, cette prestation n'ayant plus de raison d'être depuis la création du flux S518.

**Question 13 :** Etes-vous favorable à la suppression de la prestation S509 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la suppression de la prestation S509 dans le catalogue de prestations d'Enedis, cette prestation n'ayant plus de raison d'être depuis la création du flux S518.

**Question 14 :** Etes-vous favorable à la suppression des prestations S707 et S708 dans le catalogue de prestations d'Enedis ?

Favorable

Commentaire :

EDF est favorable à la suppression des prestations S707 et S708 dans le catalogue de prestations d'Enedis, cette prestation n'ayant plus d'utilité depuis la mise en place du profilage dynamique (basé sur les consommations ou productions mesurées d'un panel de clients représentatifs équipés de compteurs communicants).

## Autres

**Question 15 :** Avez-vous d'autres remarques concernant les prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux d'électricité ?

La réponse est confidentielle